Ainsi donc c'est en Grèce qu'a débuté la nouvelle pièce promise à un grand succès en cette saison politique européenne et qui s'intitule : *La Prise du pouvoir par les banquiers*. L'Italie paraît choisie pour la prochaine étape, ce qui ne fait que ressortir l'intérêt du processus grec qui a conduit à la démission de Georges Papandréou et à la formation d'un nouveau gouvernement dit d'« *entente nationale* » dirigé par Lucas Papadémos.

Plusieurs jours de tergiversations et d'âpres négociations entre le PASOK (socialiste), toujours majoritaire au Parlement, et la Nouvelle Démocratie (ND, opposition de droite), sans oublier le rôle particulièrement actif de l'extrême droite du LAOS, ont été nécessaires pour arriver à ce résultat.Au final, un gouvernement dont les principaux portefeuilles économiques et sociaux restent aux mains du PASOK, la droite se cantonnant à deux ministères « régaliens » (Défense, Affaires étrangères). Un gouvernement également marqué par la participation de l'extrême droite qui, pour la première fois depuis la chute du régime militaire (1974), se voit attribuer un ministère (Transports et Travaux publics) et trois secrétariats d'État. Mais, bien plus que ces manœuvres politiciennes, ce sont les pressions des gouvernements allemand et français et de ce qu'on appelle les « marchés » qui ont permis d'aboutir à ce résultat. Ancien vice-président de la Banque Centrale Européenne (BCE), de 2002 à 2010, Papadémos, membre de la Commission Trilatérale, fut directeur de la Banque Centrale de Grèce entre 1994 et 2002 et, de ce fait, l'un des architectes de l'entrée de la Grèce dans l'euro, aux côtés de son mentor en politique, l'ancien Premier ministre socialiste « moderniste » Costas Simitis, le principal architecte du néolibéralisme en Grèce et considéré comme particulièrement proche des milieux d'affaires allemands.

Autant dire qu'avec ce nouveau Premier ministre, ce sont de façon quasiment directe les milieux financiers européens, et secondairement grecs, ainsi que les pays du directoire de l'Union Européenne (UE) qui gouvernent le pays, au mépris de tout mandat populaire, à partir ce qui peut être considéré comme le premier « coup d'État blanc » conçu et mis en œuvre par cette même UE et les banquiers dont elle est le fondé de pouvoir. Les formulations de Marx à propos de la monarchie de Juillet, selon laquelle cette dernière est le « *règne d'une fraction seulement de la bourgeoisie, l'aristocratie financière* », et le régime tout entier une « *société par actions pour l'exploitation de la richesse nationale* »[1] retrouvent ainsi une nouvelle jeunesse. À ceci près que cette aristocratie financière est à présent essentiellement multinationale, et, pour ce qui concerne les pays du Vieux Continent, avant tout européenne, les spéculateurs et profiteurs d'aujourd'hui siégeant dans les conseils d'administration des banques (et institutions financières) allemandes, et françaises, ainsi que de la BCE[2].

Comment comprendre de façon plus profonde ce bouleversement spectaculaire du paysage politique, qui a vu en une dizaine de jours l'ex-Premier ministre Papandréou annoncer un référendum, se rétracter, gagner un vote de confiance au Parlement pour finalement démissionner et laisser la place à un gouvernement d'« *entente nationale* » aux ordres des financiers et de l'UE ? Précisons d'entrée de jeu ceci : contrairement à une impression largement répandue dans et par les médias internationaux, ce n'est pas l'annonce d'un référendum portant sur les décisions du sommet européen du 27 octobre qui a précipité les événements, mais la situation pré-insurrectionnelle dans laquelle la Grèce a plongé depuis les journées du 19 et 20 octobre et, de façon encore plus nette, depuis les émeutes qui ont accompagné les commémorations de la fête nationale du 28 octobre. C'est du reste précisément à cette situation que venait répondre l'initiative à haut risque, et qui s'est révélée fatale pour son sort, de Papandréou[3].

En ce sens, les derniers événements doivent être compris comme le prolongement logique

des tendances qui sont apparues en juin dernier, lorsque la mobilisation du « peuple des places » atteignit un pic et déclencha la première phase de la crise politique[4]. Papandréou s'est alors placé pour quelques heures en position de démissionnaire à la recherche d'un accord de gouvernement d'« *entente nationale* » avec le dirigeant de l'opposition de droite Antonis Samaras. Si cet épisode s'est rapidement clos par un simple remaniement gouvernemental, il n'en a pas moins mis en évidence les trois principaux déterminants de la séquence qui débouche sur la situation présente :

– une montée des mobilisations, qui prennent l'allure d'une véritable soulèvement populaire,

– l'accentuation de la crise du système politique et sa transformation en crise de l'État,

– le rôle de type néocolonial de l'UE devenue acteur de premier plan de la scène politique du pays.

Une brève analyse de ces trois facteurs s'avère donc nécessaire, qui nous permettra d'aborder en conclusion la question des perspectives de la gauche radicale dans cette conjoncture nouvelle.

Le soulèvement populaire

La grève générale de 48 heures des 19 et 20 octobre a confirmé que le cycle de mobilisation entamé dès le vote, le 5 mai 2010, du Mémorandum entre le gouvernement grec et la désormais fameuse « Troïka » (UE, BCE, FMI) était entré dans une nouvelle phase. L'ampleur et la combativité des manifestations, leur diffusion dans l'ensemble du territoire[5], la composition sociale élargie des participants (salariés du public et du privé, chômeurs, jeunes, petits commerçants et entrepreneurs, retraités), mais aussi la préparation de ces deux journées par toute une série d'actions radicales aux formes souvent inédites (occupations de bâtiments publics, y compris des sièges de ministères et de préfectures, refus de payer les nouvelles taxes, grèves prolongées dans certains secteurs comme les éboueurs ou le personnel hospitalier), tous ces éléments dressent le tableau d'une mobilisation ouvrière et populaire ascendante, disposant d'importantes réserves et de l'appui majoritaire du corps social. Pour le dire autrement, ce à quoi nous avons assisté dans les rues d'Athènes et des villes du pays, c'est à la convergence du « peuple des places » du printemps dernier (dont la masse se composait d'électeurs révolté des deux « partis de gouvernement » (PASOK et ND) et du mouvement populaire organisé. Le renforcement du rôle joué par ses composantes traditionnelles, syndicales et politiques, a joué dans ce sens, notamment la mobilisation du Parti Communiste Grec (KKE) et de son front syndical (PAME). Sous la pression de sa base et de son environnement social, ce parti s'est démarqué de la routine qu'il affectionne, qui consiste à faire défiler ses propres cortèges de façon soigneusement distincte du reste des manifestants, et a voulu occuper le terrain de façon visible et prolongée, en organisant l'encerclement du Parlement le 20 octobre. Certes, il s'y est pris avec son sectarisme coutumier, refusant une fois de plus toute unité d'action avec les autres forces de la gauche radicale. Cela ne saurait toutefois en aucune façon justifier l'attaque militarisée, à visée meurtrière (cocktails molotov lancés contre le service d'ordre et les cortèges du PAME), dont il fut la cible de la part d'une partie de la mouvance Black Bloc et qui s'est soldée par la mort d'un ouvrier du bâtiment, militant du PAME, et par l'hospitalisation d'une quarantaine de manifestants issus de ses rangs, dont trois dans un état grave[6].

Malgré ces incidents, qui ont laissé un goût amer, une dynamique d'action de rue s'était mise en place, qui a resurgi lors des manifestations qui ont éclaté à l'occasion des commémorations du 28 octobre[7]. Des manifestations que l'on peut considérer comme l'équivalent sur le plan symbolique d'une « prise de la Bastille » à la grecque. En ce jour de confirmation des autorités de l'État dans leur rôle de représentant de la nation, appelée à défiler sous leur regard, celles-ci sont un peu partout chassées de leur place physique et symbolique, à savoir des tribunes officielles[8], aussitôt envahies par la foule. Une foule qui déclare de la sorte qu'elle est la seule incarnation légitime du tout social. Cette conquête symbolique de la place vide, ou plutôt vidée, du pouvoir par le peuple « en personne » s'est également exprimée par la multiplicité des significations qui ont marqué cette journée : slogans liant le « non » de 1940 avec la situation présente et assimilant les gouvernants actuels aux « collabos », reprise de chants de la Résistance et de la lutte contre la dictature des colonels, drapeaux allemands et de l'UE brûlés devant des foules en liesse. Comme a pu le constater le correspondant du *Monde*, « *la journée s'est transformée en journée du non à la « Troïka » et à l'austérité* »[9]. Tout cela indique que pour de larges secteurs sociaux émerge un récit national et populaire alternatif à celui du pouvoir, qui fait converger la dimension sociale et la dimension nationale de la protestation et relie le présent avec la mémoire populaire de la « longue durée » historique.

Un seuil symbolique a ainsi été franchi et il semble peu probable de voir la mobilisation retomber, même si sa reprise passera par une période d'adaptation à la situation nouvelle créée par le bouleversement au sommet de l'État. D'autant que la situation économique du pays, déjà dramatique, ne cesse d'empirer : le taux de chômage a officiellement atteint 18,4 %, mais est plus proche des 25 % dans la réalité, les salariés et les retraités ont perdu environ un tiers de leur revenu, les taxes exorbitantes récemment votées achèvent de saigner les ménages, les services publics sont en ruine, le taux de suicide, traditionnellement l'un des plus faibles d'Europe, a bondi de 40 % en un an, tandis que la situation sanitaire de la population se détériore de façon dramatique, comme le révèle une étude publiée dans la prestigieuse revue médicale *The Lancet*[10], qui conclut à une « *tragédie grecque* ». Dans ces conditions, il apparaît tout simplement impensable qu'un gouvernement s'apprêtant à administrer à une population exsangue une nouvelle potion d'austérité puisse espérer tenir dans la durée.

L'approfondissement de la crise politique

Par son ampleur et son aspect inédit, à savoir l'entrée en scène de masses jusqu'alors relativement passives et dépourvues de culture politique cohésive, le « mouvement des places » du mois de juin créait les conditions de la transformation de la crise économique et sociale en crise politique généralisée. Une crise que nous pouvons, en référence aux analyses de Gramsci, qualifier de « crise organique ». La montée en puissance de la protestation populaire révélait un moment de rupture des rapports établis de représentation entre les principaux groupes sociaux et leurs formes d'expression partidaire qui s'est traduite par « *le passage soudain* [de ces groupes] *de la passivité politique vers une forme d'activité et de revendication qui, dans leur unité non-organique constituent une révolution* ». Cette crise, poursuit le révolutionnaire italien, devient « *une crise de pouvoir, et c'est en cela exactement la crise d'hégémonie ou crise de l'État dans son ensemble* »[11].

Confronté à une situation de crise généralisée, le système politique tend à s'autonomiser des rapports de représentation et des règles de l'alternance parlementaire. Gramsci parlait

de tendance au « bonapartisme » ou au « césarisme », qui peuvent s'imposer même « *sans César, sans personnalité héroïque et représentative* ». Dans un régime parlementaire, ces solutions prennent la forme de gouvernements de « *grande coalition* », qui lient de façon directe des intérêts économiques et sectoriels des classes dominantes avec des fractions du personnel politique détachées de leurs attaches partidaires antérieures. Différentes en cela du phénomène bonapartiste personnalisé et circonscrit au XIXe siècle, ces solutions offrent bien plus de souplesse, au prix cependant d'une instabilité chronique. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit de formes de construction d'un bloc de pouvoir qui contournent (ou altèrent très significativement) les médiations de type représentatif et la légitimation électorale, sans toutefois rompre explicitement avec le cadre parlementaire existant, même si elles peuvent, le cas échéant, préparer le terrain à une telle évolution[12].

C'est dans ce cadre qu'il faut situer le processus de constitution d'un gouvernement d'« *entente nationale* », tel que celui dirigé par Papadémos. L'idée était dans l'air depuis un certain temps, et elle fut brièvement testée, nous l'avons vu, en juin. Mais l'urgence d'une telle issue ne s'est imposée qu'avec la tournure explosive prise par la protestation populaire lors de la séquence insurrectionnelle qui s'est déployée entre le 19 et le 28 octobre. Des indices comme la paralysie quasi-complète de l'administration d'État, accentuée par la vague d'occupations de bâtiments publics, ou le soudain remplacement de la totalité de l'état-major militaire, qui ne faisait pas un secret de son opposition aux coupes budgétaires qui affectent profondément l'armée, ont également poussé en ce sens, révélant que le fonctionnement de la machinerie étatique était atteint en son cœur même.

Il est d'usage, dans de telles circonstances, que les pouvoirs chancelants prennent des initiatives qui finissent par répandre le feu qu'elles étaient censées contrôler, sinon éteindre. L'annonce d'un référendum par Papandréou, censé porter sur l'accord conclu lors du sommet européen du 27 octobre, était l'exemple-type d'un tel geste qui, indépendamment des intentions de son auteur, a néanmoins fonctionné comme un test de vérité pour le système politique grec et pour l'UE tout entière. Le défi lancé par le dirigeant du PASOK a semé la panique sur les places boursières et provoqué la colère du directoire franco-allemand, qui, de façon tout à fait explicable, bondit au seul énoncé du mot de « référendum », l'UE n'étant guère sortie grandie des précédents épisodes du genre, et ce dans des conditions incomparablement plus favorables que celles offertes par l'actuelle situation de la Grèce. L'humiliation subie par Papandréou au sommet de Cannes, sans précédent pour un dirigeant de pays européen, était la conséquence logique de cette fausse, car bien trop tardive, naïveté démocratique.

Sur le front intérieur, le geste de Papandréou, suivi de pressions directes exercées par les dirigeants européens, a sans doute davantage apporté le résultat escompté. Il a certes révélé que le Premier ministre sortant était contesté au sein de son propre parti « sur sa droite », par une aile d'intégristes néolibéraux regroupés autour de ce que l'on qualifie de « *talibans du Mémorandum* » ou de « *troïka interne* »[13], qui a immédiatement rejeté l'idée du référendum et mis en avant l'idée d'un gouvernement d'« *unité nationale* ». S'il a sapé un peu plus la cohésion de son propre parti, Papandréou a toutefois marqué des points face à l'opposition de droite. Placée devant la quasi-certitude d'une victoire du « non » aux accords du 27 octobre et du chantage exercé par l'UE (expliquant qu'un « non » équivaut à la sortie de l'euro), la droite a vigoureusement combattu la proposition de référendum. Mais, dans la foulée, elle s'est également vu contrainte de céder aux exigences de « consensus » formulées dès le début de la crise de la dette par les milieux d'affaires et les dirigeants européens. De son côté, l'extrême droite, championne dès le printemps 2010 d'une « *entente nationale* » pour mettre en œuvre de façon musclée la

« thérapie de choc », s'est sentie triompher. Son leader, Giorgos Karandzaféris, s'est posé ouvertement comme le « parrain » du nouveau gouvernement d'« *unité nationale* », qui lui permet d'accéder à la respectabilité institutionnelle tant désirée. Les formations périphériques du centre-droit (la petite formation ultra-libérale et européiste Alliance Démocratique de Dora Bakoyanni, challenger de Samaras à la direction de la ND en novembre 2010) et du centre-gauche (la Gauche démocratique, issue d'une scission droitière de Synaspismos, et les écologistes) leur ont emboîté le pas, avec quelques réserves de forme pour ces dernières. La voie était de la sorte ouverte pour le processus qui a abouti à la constitution d'un gouvernement dirigé par le banquier Papadémos, incarnation naturelle d'un bloc au pouvoir entièrement dominé par les intérêts de la finance européenne.

L'UE en tant que puissance néocoloniale

Le rôle de l'UE dans cette affaire mérite assurément quelques remarques spécifiques. À supposer en effet qu'il subsistât encore en Grèce quelques apparences de souveraineté nationale et de fonctionnement démocratique, fût-il « formel », celles-ci appartiennent désormais à un passé révolu. La façon dont Papandréou fut contraint de se rétracter sur le référendum, après s'être vu dicter de la façon la plus humiliante les termes de la question qui serait posée (et même la date de sa tenue !), les conditions de son départ du pouvoir ainsi que les manœuvres qui se sont déroulées dans l'opacité la plus totale afin de constituer le gouvernement d'« *entente nationale* » constituent au sens le plus strict un « *coup d'État blanc* », le premier dont la conception et la mise en œuvre se sont faites sous la houlette de l'UE. Faut-il souligner à quel point ce gouvernement est dépourvu de la moindre légitimité démocratique, dans le sens le plus banal du terme, telle qu'elle s'est notamment exprimée dans le scrutin d'octobre 2009 ? Et pourtant, la tâche qui lui est explicitement confiée (application des accords du 27 octobre, avec des mesures d'austérité encore plus graves que toutes les précédentes, accompagnées de la mise sous tutelle permanente et de la vente à l'encan de la quasi-totalité du patrimoine public restant) engagera le pays pour les décennies à venir.

Deux éléments donnent une idée du radicalisme néolibéral qui anime Papadémos et ceux qui l'entourent. Dans un article publié simultanément dans le quotidien grec *To Vima* et le *Financial Times* le 23 octobre[14], l'actuel Premier ministre avait récusé la proposition de décote de 50 % de la dette grecque détenue par les banques et autres institutions privées, qui fut finalement adoptée par le sommet européen du 27 octobre, pour s'en tenir à la seule décote de 21 % prévue par le sommet du 21 juillet, sous la pression de Sarkozy, et quasi-unanimement jugée scandaleusement favorable aux banques et totalement insoutenable pour le pays. Mieux vaut donc miser sur la « générosité », ou le réalisme, d'Angela Merkel en matière de paiement de la dette grecque que sur l'actuel premier ministre. Par ailleurs, l'une des principales exigences de Papadémos et de ses soutiens européens, dans la lignée de leur refus obstiné du référendum, a consisté à écarter l'idée d'élections anticipées qui étaient pourtant l'une des conditions que Samaras et la ND avaient posé pour leur soutien à un éventuel gouvernement d'« *unité nationale* ». La confusion continue de régner à ce sujet, Samaras ayant de nouveau évoqué dans sa déclaration postérieure à la formation du gouvernement, la tenue d'élections le 19 février 2012, date qu'il avait initialement annoncée. Assumant pleinement la logique bonapartiste évoquée auparavant, Papadémos et l'UE ne veulent pas d'une simple équipe de transition, chargée d'une mission limitée. C'est bien d'un gouvernement de combat qu'ils entendent mettre en place, comme le souligne, sous couvert d'anonymat, l'un des anciens collègues

du Premier ministre à la BCE : « *À la tête du gouvernement grec, il* [Papadémos] *devra apprendre cependant à trancher durement, à faire des mécontents* »[15]. Nul doute que, flanqué de ses ministres du LAOS et des zélateurs de la « *troïka interne* », il apprendra très vite…

Quoi qu'il en soit, les masques sont tombés : l'UE apparaît à présent pour ce qu'elle est, une menace mortelle pour les règles démocratiques les plus élémentaires, celles-là même du régime parlementaire libéral. Car il ne faut pas se tromper : la simultanéité des changements de gouvernement en Italie et en Grèce, la prise du pouvoir dans les deux cas par des fondés de pouvoir des banques, sortis des entrailles de l'UE (BCE pour Papadémos, Commission Européenne pour Monti), cultivant les liens directs avec les milieux d'affaires, n'a rien d'une coïncidence. Depuis que la crise des dettes souveraines a éclaté, la Grèce est bien un cobaye de la « thérapie de choc » que les classes dominantes sont décidées à mettre en œuvre, et cela, comme Naomi Klein l'a très bien vu[16], ne peut se faire dans le cadre politique et institutionnel existant (du moins pour les normes d'un pays d'Europe occidentale). Les « thérapies de choc » sont indissociables des « désastres », conduisant à l'instauration d'un « état d'urgence » de plus en plus banalisé. Et, dans le cadre européen des 27 pays qui en font partie, c'est bien l'UE, ses institutions et son directoire franco-allemand (plus allemand que français à vrai dire…) qui en sont les maîtres d'œuvre. Pourtant, au sein de la gauche européenne, y compris ses ailes radicales, on s'obstine à vouloir contourner cette réalité ou à ne pas en mesurer les conséquences[17], en cultivant par exemple l'illusion d'une « réformabilité » des institutions de l'UE ou d'un bouleversement sociopolitique simultané dans les principaux pays européens qui permettrait de se dispenser d'affronter la machinerie de l'UE en tant que telle.

L'impuissance paradoxale de la gauche radicale grecque

Depuis le début de la crise de la dette, la gauche radicale grecque se trouve dans une position paradoxale. Elle se renforce sur le plan électoral, partant d'un niveau qui est déjà le plus élevé d'Europe (*cf.* encadré, plus bas). Ses militants sont très actifs dans les mobilisations, même si le « mouvement des places » a révélé ses difficultés à s'ouvrir à des secteurs sociaux extérieurs à ses sphères traditionnelles d'influence. Pourtant, elle peine à intervenir politiquement dans la situation, à proposer une alternative crédible aux politiques barbares mises en œuvre et rejetées par la quasi-totalité de la société. Elle n'arrive pas de ce fait à dégager une issue politique à la vague de colère populaire, qui risque de connaître une trajectoire « argentine » : un soulèvement populaire capable de faire chuter le pouvoir en place mais dépourvu de solution politique de rechange.

Deux facteurs pèsent d'un poids particulier dans cet état de fait. Tout d'abord la profonde division, plus exactement l'ambiance de guerre intestine, qui règne entre ses deux principales composantes : le Parti communiste (KKE) d'une part, engoncé dans une ligne sectaire et nostalgique du passé stalinien, qui reste la force dominante aussi bien sur le plan électoral que militant, et la Coalition de la gauche radicale (Syriza), de l'autre, qui prône une démarche unitaire mais qui peine à trouver une cohérence interne entre ses multiples composantes et tendances et tend à se replier sur une proposition d'unité « *a minima* », basée sur un simple refus de l'austérité. Nécessaire à l'unité d'action et à la mise en avant de revendications immédiates, de type syndical, une telle base s'avère toutefois insuffisante quand se pose la question d'une alternative de pouvoir.

Placées devant ce redoutable défi, ces formations ont le plus grand mal à formuler des

propositions précises et un tant soit peu audibles sur les questions-clés où se jouent la légitimité des politiques menées et la possibilité d'une autre logique, à savoir la dette et la question de l'euro et, plus largement, des rapports avec l'UE. La ligne majoritaire au sein de Syriza, et surtout de sa principale composante, Synaspismos, est de proposer une renégociation de la dette dans le cadre de l'UE et de la zone euro, en évitant la cessation de paiement. La question de l'euro ou de la structure antidémocratique et néocoloniale de l'UE sont minimisées et/ou renvoyées à un futur indéterminé, lorsqu'un « *mouvement social européen* » aura changé la donne au niveau de l'UE toute entière, ou du moins de son noyau. Ces propositions, faut-il préciser, paraissent en complet décalage par rapport à la situation, peu crédibles et suscitent une opposition interne croissante.

Devant cette impasse, des courants importants de Synaspismos (le « Courant de gauche » dirigé par l'actuel porte-parole parlementaire de Syriza Panagiotis Lafazanis[18]) ainsi que d'autres composantes de Syriza regroupées dans le Front pour la Solidarité et la Rupture (dirigé par l'ancien président de Synaspismos Alekos Alavanos) haussent le ton et rompent avec le consensus européiste. Ils prônent une renégociation de la dette « à la Kirchner », menée sous la pression d'une cessation de paiement à l'initiative du pays emprunteur, accompagnée d'une sortie de l'euro et d'une véritable nationalisation du secteur bancaire, qui permettraient une dévaluation de la monnaie et une sortie de la logique de la « *dévaluation interne* » (fondée sur la baisse drastique du coût du travail) imposée par les cures d'austérité. En plus des arguments économiques, une rupture avec l'euro et la logique des institutions européennes, sans sortie immédiate de l'UE, est également jugée nécessaire pour des raisons politiques : comment sortir le pays de la tutelle où il se trouve actuellement et relancer un fonctionnement démocratique sans accepter un découplage, fût-il partiel, avec l'UE et le rétablissement de sa souveraineté nationale ? Cet agenda est du reste déjà défendu par le regroupement des forces de l'extrême gauche Antarsya, qui a connu quelques succès électoraux lors des régionales et municipales de novembre 2010 (*cf.* encadré, plus bas), et qui défend la cessation de paiement, la sortie de l'euro et la nationalisation des banques comme socle d'un programme de rupture anticapitaliste. Toutefois, malgré d'importantes convergences, un début de regroupement sur le front syndical[19], et une audience croissante dans le débat public, le « pôle anti-UE » de la gauche radicale peine à se coordonner et à acquérir une visibilité sur le terrain politique.

La situation paraît encore plus figée du côté du Parti communiste. Traditionnellement hostile à l'UE, partisan d'une sortie de la Grèce de l'Union, ce parti se montre pourtant très prudent sur ce terrain depuis le début de la crise, soulignant que tous ces problèmes, ainsi que celui de la dette, ne pourront être résolus qu'une fois « *renversé le pouvoir du capital monopoliste* » et instauré le « *pouvoir populaire* », sous la direction, naturellement, du parti. Cette rhétorique « gauchiste » sert en réalité à justifier une pratique quiétiste sur le plan des mobilisations, avant tout soucieuse de refuser toute forme d'unité d'action et accusant Syriza (et Antarsya) d'être des « *forces opportunistes* » jouant « *le jeu de la bourgeoisie et de l'UE* ».

En réalité, tout comme ceux de Syriza, les dirigeants du KKE manient un discours radical, mais désincarné, en ayant avant tout l'œil sur les sondages, qui créditent la gauche radicale de ses scores les plus élevés depuis les années 1970 (*cf. encadré plus bas*). Ils semblent se contenter de ce rôle de réceptacle passif de la colère populaire, rôle partagé qui crée entre eux une sorte d'étrange complicité, par-delà la virulence des polémiques. Pour le dire autrement, ce qui se trouve exclu dans les deux cas, quoique par des cheminements opposés, c'est l'idée d'une alternative qui se construit sur des objectifs transitoires et répond concrètement aux problèmes cruciaux posés par la crise : dette,

appartenance à l'euro, modèle économique, refondation démocratique, indépendance nationale et rapports avec l'UE.

C'est cette complicité perverse qui explique que la proposition de référendum de Papandréou a mis dans un premier temps aussi bien Syriza que le KKE dans l'embarras, surtout lorsqu'il est apparu que se poserait la question de l'euro et d'une rupture concrète avec la cage de fer imposée par l'UE. Au lieu du référendum, qu'ils ont fini par soutenir en appelant à un vote « non », Syriza et le KKE ont préféré mettre en avant le mot d'ordre d'élections anticipées. Et ils continuent de le faire, espérant transformer en sièges les scores que leur accordent les enquêtes d'opinion.

Cette gestion routinière d'une situation extra-ordinaire, dans tous les sens du terme, s'avère toutefois grosse de dangers. La formation du gouvernement Papadémos, qui scelle le front unique des classes dominantes grecques et européennes, place la gauche radicale grecque au pied du mur. Loin d'être une force marginale, condamnée à un rôle de témoignage, elle se voit désormais investie d'une responsabilité proprement historique : construire un front social et politique en mesure de relever le défi lancé par un adversaire déstabilisé mais d'autant plus dangereux, prêt à toutes les aventures. Si elle se dérobe, et s'avère incapable de changer la donne, elle pourrait fort bien être balayée de la scène, comme l'ont été toutes les forces politiques, y compris de la gauche radicale, dans les pays qui ont déjà subi la « *stratégie du choc* ».

Cette responsabilité est du reste loin d'être une responsabilité uniquement nationale. Dans un article retentissant, publié en juin dernier dans le *New York Times*, l'historien britannique et spécialiste d'histoire grecque contemporaine Mark Mazower, rappelait à tou·tes celles et ceux qui n'ont d'yeux que pour la gloire des Anciens, qu'au cours des deux derniers siècles la Grèce moderne s'est retrouvée à plusieurs reprises « *à la pointe de l'évolution européenne* »[20]. En s'engageant dans une guerre d'indépendance, que les Grecs eux-mêmes ont toujours appelé la « Révolution de 1821 », ils furent les premiers à ébranler l'ordre de la Sainte Alliance. Par leur « non » de 1940, leurs victoires contre les troupes de Mussolini et leur lutte massive contre l'occupant, ils ont été aux avant-postes du combat antifasciste. En se soulevant, il y a trente-huit ans, contre la dictature des colonels, ils ont montré la voie à d'autres peuples, du Sud européen ou d'Amérique latine, qui subissaient une oppression comparable. Il se pourrait donc que, renouant avec ce fil qui traverse son histoire moderne, la Grèce donne une fois de plus le signal du soulèvement européen contre l'oppression, cette fois contre la dictature des financiers, des affairistes et de leurs pathétiques commissaires politiques.

Stathis Kouvélakis est enseignant en philosophie politique au King's College de l'université de Londres.

Les forces politiques en Grèce : résultats électoraux et tendances récentes

Les dernières élections législatives ont eu lieu en octobre 2009. Le PASOK en est sorti vainqueur avec 44 % des voix, l'un de ses meilleurs résultats depuis les années 1990, et 160 sièges (sur les 300 que compte le Parlement). À noter que dix députés ont déserté les rangs du PASOK depuis le vote du mémorandum conclu entre le gouvernement et la Troïka

(BCE, UE, FMI), en mai 2010, dont sept ont gardé leur siège, ce qui porte les effectifs du groupe parlementaire du PASOK à 153 députés, qui correspond aux voix reçues par le gouvernement sortant de Papandréou lors du vote de confiance du 4 novembre.

La Nouvelle Démocratie (droite) a obtenu 33,4 % des voix, le plus mauvais résultat de son histoire. Avec 5,6 %, l'extrême droite du LAOS (Rassemblement Populaire Orthodoxe) a progressé sensiblement depuis les élections précédentes (+1,8 %).

Les écologistes, qui affichent un profil « *centre-gauche moderne* », social-libéral sur les questions économiques, ont obtenu 2,53 %.

À gauche du PASOK, le Parti Communiste (KKE) a obtenu 7,6 %, en recul de 0,6 % sur les résultats de 2007, et la Coalition de la gauche radicale (Syriza) 4,6 %, en recul de 0,4 % sur les résultats de 2007. Syriza regroupe une dizaine de composantes (qui vont du maoïsme au trotskisme en passant par des sensibilités « mouvementistes ») dont la principale est Synaspismos (Coalition de gauche), issue de deux scissions successives du KKE (1968 et 1991). À noter qu'une bonne partie des organisations de la gauche radicale et de l'extrême gauche grecque sont également issues de scissions ou de départs collectifs du KKE.

L'extrême gauche a présenté trois listes, totalisant 0,7 %. La principale composante, Antarsya (0,36 %), est un regroupement d'une dizaine d'organisations, qui a enregistré des résultats souvent significatifs lors des élections municipales et régionales de 2010 (notamment 2,3 % dans la région capitale et 3 % dans la ville d'Athènes). Ces élections ont été d'une manière générale marquées par une poussée de la gauche radicale, essentiellement du KKE, qui est passé de 10 à 14,4 % dans la région capitale (Athènes-Pirée et leurs banlieues), qui regroupe un tiers de l'électorat total, et atteignit 11 % des voix exprimées au niveau national.

Actuellement, les sondages font apparaître une large défiance de l'électorat vis-à-vis des partis politiques, un tiers environ des personnes interrogées refusant d'indiquer une préférence, et une nette tendance à la fragmentation du paysage politique. Sur la base de projections effectuées à partir des réponses données par les personnes indiquant un choix, la fourchette des estimations est de 18 à 22 % pour le PASOK, de 30 à 33 % pour la ND et de 6 à 8 % pour le LAOS, auxquels il convient d'ajouter les 2 % dont est habituellement créditée l'organisation néonazie Aurore Dorée (qui a obtenu 5 % à Athènes aux municipales de 2010).

Les petites formations de centre-gauche, sont créditées de 3 à 4 % pour les écologistes, et de 3 à 5 % pour la Gauche démocratique, créée par des dissidents de Synaspismos qu'ils accusent de « dérive gauchiste ». Syriza est estimé entre 7 et 10 %, le KKE de 10 à 13 % et Antarsya entre 1 et 2 %. Sur la base de ces estimations, aucun parti n'obtiendrait de majorité en sièges au Parlement.

---

[1] Marx ajoutait ceci, qui sonne étrangement actuel : « *l'endettement de l'État était d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui régnait et légiférait par l'intermédiaire des Chambres. En fait, le déficit de l'État était l'objet même de sa spéculation et la source principale de son enrichissement. À la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Et chaque nouvel emprunt offrait à l'aristocratie financière une nouvelle occasion d'escroquer l'État, qui, maintenu artificiellement au bord*

de la banqueroute, était obligé de négocier avec ses banquiers dans les conditions les plus défavorables », Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, « Folio », Gallimard, 2002, p. 11-12.

[2] Selon les données disponibles, qui portent sur 300 milliards d'un total de 360 milliards d'euros de la dette souveraine du pays, 146 milliards, soit près de la moitié, sont détenues par les banques et institutions financières de l'UE, auxquels s'ajoutent 42 milliards détenus par le FMI et les banques hors UE, le reste, soit environ un tiers de la dette totale, dont l'allocation est connue étant détenue par des banques et autres institutions grecques. *Cf.* Research on Money and Finance, *Breaking Up ? A Route Out of the Eurozone Crisis*, novembre 2011, p. 71. Document disponible sur http://www.researchonmoneyandfinance.org.

[3] Le correspondant de *Libération* l'a bien vu : « *la décision de Papandréou* […] *est le résultat d'une érosion inéluctable du gouvernement, qui, après deux années d'une très sévère politique d'austérité, se trouve confronté à une pression insoutenable. Dans la rue, comme en témoignent les grèves quotidiennes dans divers secteurs de l'économie et les immenses cortèges de manifestants qui bloquent régulièrement les rues d'Athènes, ou au Parlement, où la contestation a progressivement gagné les rangs du PASOK* », Philippe Cergel, « Papandréou, un pari fou », *Libération*, 2 novembre 2011.

[4] Sur ce moment *cf.* Stathis Kouvélakis, « Le chaudron grec », 20 juin 2011, disponible ici : http://alencontre.org/europe/le-chaudron-grec.html.

[5] Selon les estimations les plus sérieuses, les manifestations ont rassemblé environ 300 000 personnes à Athènes et au moins un demi-million dans l'ensemble du pays (qui compte 10,5 millions d'habitants). Les cortèges étaient particulièrement imposants dans les villes de province et la grève a paralysé l'ensemble du secteur public et la plupart des grandes entreprises. La quasi-totalité du petit commerce et une bonne partie des PME s'étaient joints au mouvement à l'initiative des patrons.

[6] Dimitris Kotsaridis, secrétaire de l'Union Locale de Vironas (banlieue d'Athènes) du Syndicat des Ouvriers du Bâtiment, 53 ans, est sans doute décédé suite à des problèmes cardiaques probablement déclenchés par les gaz lacrymogènes lancés par la police dans la confusion qui a suivi les incidents. L'enquête sur les circonstances de son décès est en cours.

[7] La fête nationale du 28 octobre commémore le « non » du gouvernement grec à l'ultimatum lancé par Mussolini en 1940. Lors de la guerre gréco-italienne qui s'en est suivie, les troupes grecques, galvanisées par un esprit de résistance venant d'en bas, ont remporté des victoires éclatantes sur le territoire albanais, les premières des forces antifascistes lors du conflit mondial. Il a fallu l'attaque de la Wehrmacht au printemps 1941 pour faire fléchir la résistance grecque et aboutir à l'occupation du pays par les armées de l'Axe. Cette journée est commémorée par un défilé militaire, prévu cette année à Thessalonique, et par des défilés de lycéens et de corps civils dans l'ensemble des communes du pays.

[8] Y compris le président de la République, Karolos Papoulias, personnage symbolique, issu de la vieille garde du PASOK et plutôt respecté. Son départ des tribunes officielles à Thessalonique a entraîné l'annulation du défilé militaire, mais les lycées, les cortèges de civils et les réservistes ont défilé, souvent poing levé, sous les acclamations de la foule.

[9] Alain Salles, « Le coup de poker de Georges Papandréou », *Le Monde*, 2 novembre 2011.

[10]*Cf.* Alexander Kentelenis *et alii*, « Health Effects Of Financial Crisis : Omens of a Greek Tragedy », *The Lancet*, vol. 378, n° 9801, 22 octobre 2011, p. 1457-1458, disponible ici : http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736%2811%2961556-0/fulltext.

[11] Les citations de Gramsci sont extraites du cahier 13, § 23. *Cf.* Antonio Gramsci, *Cahiers de prison. Cahiers 10, 11, 12, 13*, Gallimard, 1978.

[12] Le cas typique étant sans doute celui des cabinets Brüning dans la république de Weimar finissante, qui ouvrirent la voie à la prise du pouvoir par les nazis.

[13] Il s'agit du groupe constitué par les ministres de l'Éducation Anna Diamantopoulou, de la Santé Andréas Loverdos et du vice-ministre de la Défense Giannis Ragousis. Dans une tribune commune publiée le 16 octobre, ils ont défendu une mise en œuvre intégrale et musclée des paquets d'austérité, prôné une ligne d'affrontement assumé avec le mouvement syndical (« *les corporatismes sont notre adversaire* »), ainsi qu'avec ceux qui ne défendent que de façon « *tiède* » les mesures adoptées, et laissé planer des menaces quant à un éventuel « *massacre* » si l'« *autorité de l'État* » n'était pas rapidement rétablie.

[14] *Cf.* Lucas Papademos, « Forcing Greek Restructuring Is Not The Answer *», The Financial Times*, 23 octobre 2011.

[15] Propos cités *in* Clément Lacombe et Allain Salles, « M. Papadémos désigné premier ministre en plein chaos politique et économique », *Le Monde*, 12 novembre 2011.

[16] *Cf.* Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée du capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008.

[17] *Cf.* Antoine Schwarz, « La gauche française bute sur l'Europe », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

[18] Ce courant a recueilli 31 % des voix des délégués lors du 6e congrès du parti en juin 2010. Il est largement majoritaire parmi l'aile syndicale. Trois députés sur neuf, ainsi que l'élu de Syriza au parlement européen sont affiliés à ce courant.

[19] Il s'agit de l'Initiative des Syndicats de Base et des Comités de Citoyens, un réseau de syndicalistes, élargi à des militants de quartiers et des initiatives citoyennes, qui réunit les

syndicalistes du Courant de gauche de Synaspismos, ceux d'Antarsya et ceux du Front pour la Solidarité et la Rupture. Ses cortèges servent de point de convergences aux ailes combatives du mouvement syndical.

[20] Mark Mazower, « Democracy's Cradle, Rocking the World », disponible sur http://www.nytimes.com/2011/06/30/opinion/30mazower.html.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.